**Non à la loi asile immigration : mobilisation massive**

La loi votée le 19 décembre sous la dictée de la droite radicalisée, votée et saluée comme une victoire idéologique par l’extrême droite, marque un tournant dans la législation concernant l’entrée, le séjour et l’asile des personnes étrangères dans notre pays. Cette loi ne répond pas aux causes de l’exil d’hommes, de femmes et d’enfants fuyant les guerres, l’oppression, le réchauffement climatique qui ont renoncé à leur passé et à leur histoire, qui ont tout abandonné pour tenter de venir vivre ici une vie qu’on ne leur a pas donné la possibilité de vivre dans leur pays natal.

Par l’application du principe de préférence nationale dans l’octroi d’un certain nombre de prestations sociales, l’interdiction de l’hébergement d’urgence pour les personnes en séjour irrégulier, l’abandon du droit du sol, les restrictions au droit de vivre en famille, elle rompt avec les principes fondamentaux de l’état de droit mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Au prétexte d’une simplification des procédures, elle abandonne l’esprit de la convention de Genève sur le droit d’asile jusqu’alors globalement respectée. Par l’imposition d’une caution sur les étudiants étrangers, elle se coupe d’une tradition séculaire d’accueil et prive ses universités de la richesse apportée par les étudiants et doctorants venus du monde entier.

 Même ses plus timides concessions à la reconnaissance de la réalité du travail des sans papiers contribuant à la richesse nationale restent soumises à l’arbitraire de l’administration préfectorale. La généralisation du recours à la menace de l’ordre public et au non respect des valeurs républicaines comme argument pour motiver des OQTF (obligation de quitter le territoire français) et IRTF (interdiction de retour sur le territoire français) administratives multipliera les expulsions abusives.

Des centaines de milliers de personnes, stigmatisées par le discours xénophobe qui a inspiré cette loi et précarisées par ses mesures discriminatoires en matière de protection sociale, se verront livrées aux profiteurs de tous bords, seuls vrais bénéficiaires de ses effets.

**Nous demandons le retrait de cette loi liberticide et donc l’arrêt du processus de sa promulgation. Nous soutiendrons les luttes pour le droit à la régularisation des sans papiers et les initiatives de solidarité et de résistance s’inscrivant sous la bannière de la fraternité, pilier de notre devise nationale, et de la défense des droits fondamentaux garantis par les conventions internationales**. **Soucieux de rassemblement et de solidarité plutôt que de division et de clivages délétères, nous affirmons notre attachement à toute la devise de la République : Liberté, Egalité, Fraternité.**